

LE SOCIALISME

Causerie et infos en bref.

(Apprendre pour comprendre, comprendre pour agir. V. I. Lénine)

Le 7 avril 2026

Ce sera peut-être la dernière causerie sous cette forme. Voilà par quoi elle pourrait être remplacée :

Quand l'IA se met à table, c'est un festin !

http://www.luttedeclasser.org/dossier_2026/IA_1_7_04_2026.pdf

Trois commentaires envoyés au blog *Le Grand Soir* qui les a publiés.

Article : La vraie raison de la garde à vue de Rima Hassan.

- Ma réaction au premier commentaire de @zero.

Y en aurait-il qui finiraient par avoir peur de leur ombre ou qui préféreraient ménager leurs ennemis plutôt que les affronter ?

- "*Quand on veut pourfendre le Système, il faut bien faire attention à être irréprochable dans ses propos et actes car les moyens de surveillance, de répression et de sanction qu'il a à sa disposition sont illimités...*"

Ils trouveront toujours quelque chose à vous reprocher. Auriez-vous quelque chose à vous reprocher?

C'est oublier ou ignorer que "*le Système*" (?) peut interpréter de la sorte des "*propos et actes*" qui ne le sont pas ou au besoin en inventer, quand l'objectif est de salir ou nuire à une personne. Beaucoup ne chercheront pas à en savoir davantage ou prendront pour argent comptant les fausses infos ou accusations que les médias leur auront livrées, peu importe les rectificatifs qui suivront au cas où, puisqu'il n'y a pas de fumée sans feu, leur objectif aura été atteint partiellement ou davantage, c'est l'essentiel.

Si on devait s'exprimer ou agir en tenant compte de cette précaution, on ne serait plus nous-même, on accepterait d'être un pantin de ce "*Système*", car de concessions en conciliations, cela se termine pratiquement toujours par les pires reniements ou compromissions, trahisons.

A force de dire et répéter que le capitalisme et ses institutions ne sont pas dictatoriaux, mais démocratiques, quasiment tout le monde a fini par le croire, à commencer par la plupart de ses opposants, si bien qu'il n'existe même plus d'opposition organisée digne de ce nom ou le

socialisme passe à la trappe, toujours selon le même prétexte, ne pas indisposer, ne pas contrarier, ne pas apparaître rétrograde ou trop radical dans notre discours...

Ils sont anticapitalistes, anti-impérialistes, anticolonialistes, anti-esclavagistes, antiracistes, etc. mais dites-leur de rompre avec les institutions de la Ve République, avec le capitalisme, ils estimeront cette exigence est déplacée ou outrancière et ils vous sanctionneront, ils vous mépriseront ou ils vous ignoreront, ils feront le boulot des bourreaux du régime en place, et tout le monde trouvera cela normal, j'en sais quelque chose, ce dont je me tape complètement.

On vit sous un régime impérialiste, qui entre autres finance et arme les régimes nazis de Kiev et Tel-Aviv, qui à bien des égards adopte un comportement totalitaire ou fascisant à l'instar de l'UE, de l'OTAN, de Trump, et il ne faudrait surtout pas le caractériser ainsi sous peine de s'attirer les foudres du gouvernement, de l'opposition parlementaire de la "gauche" à l'extrême droite, des médias. Pourquoi ? Pardi, parce qu'ils en sont complices !

Qu'est-ce qu'on en a à foutre de ces précautions, de cette auto-censure qu'on peut contourner facilement en recourant aux artifices syntaxiques, sémantiques ou même poétiques que nous offre la langue française. Si caractériser politiquement un acteur politique en s'appuyant sur des faits, ce serait diffamatoire ou proférer une insulte, au lieu de s'en excuser, on devrait s'en féliciter, car cette réaction signifierait qu'on a visé juste, tandis que cette caractérisation ne pourrait pas être invalidée.

S'agissant de la drogue, ce sont les élites qui gravitent autour et à l'intérieur de l'Élysée et des institutions, des médias et du show-business qui sont les principaux clients de la cocaïne, et pas le pauvre type qui survit au Smic ou moins encore ; Et ce sont les mêmes qu'on retrouve trempés dans toutes sortes d'affaires criminelles, dont la pédophilie.

Voilà le langage que devrait tenir un véritable opposant au régime. Il dispose de plus de matériels qu'il n'en faut pour répondre à ses ennemis et les terrasser sur place. Question. Pourquoi ces gens-là n'y recourent-ils pas systématiquement ? Je crois que c'est le truc à côté duquel "zero" est passé, et il n'est pas le seul. Cela aussi c'est révélateur.

A propos de l'initiative du maire LFI de Saint-Denis, Bally Bagayoko.

RT - L'absence d'Aurore Bergé a été regrettée par le maire qui a assuré que « sa place était clairement à nos côtés. S'il y a bien une ministre qui aurait dû être présente, c'est bien elle ».

J-C T - Vraiment, alors qu'elle soutient le projet de la loi Yadan criminalisant l'antisionisme ou toute opposition à la politique menée par le gouvernement raciste ou génocidaire israélien, un tel « regret » dénote un niveau de compromission intolérable, mais révélateur, si besoin était.

Ce sont des imposteurs, des escrocs qui passent leur temps à cautionner Macron et le gouvernement, la preuve.

RT - S'exprimant sur France Info ce 4 avril à propos du rassemblement, le maire insoumis a déclaré que « *la cause que nous défendons est au-dessus* » des divergences ou des difficultés pour certains à s'afficher aux côtés de La France insoumise.

L'édile estime que les efforts consacrés à la lutte contre le racisme sont insuffisants et en appelle au gouvernement et au chef de l'État à "*agir contre le racisme.*"

J-C T - On doit remercier Macron et les membres de son gouvernement pour ne pas avoir saisi la main tendue de LFI, qui s'ils avaient accepté cette invitation auraient pu se faire passer pour des humanistes, peu importe que le reste du temps ils matraquent la classe ouvrière, les Palestiniens, les Iraniens, etc., entre "*démocrates*" on se comprend et on ne se refuse rien, n'est-ce pas ?

Sérieusement, vous vous voyez manifester au côté de Macron et son gouvernement, pourquoi pas avec Netanyahu et Trump pendant qu'ils y sont !

Source : France : rassemblement citoyen contre le racisme à l'initiative du maire LFI de Saint-Denis, Bally Bagayoko - RT 4 avr. 2026

Article : L'alliance avec Trump apportera-t-elle réellement prospérité et démocratie au Venezuela ? 5 avril 2026

- Qui a dit que le gouvernement vénézuélien aurait "*céder les ressources naturelles, les réserves du pays, les infrastructures urbaines, le modèle politique et la souveraineté nationale à l'impérialisme étasunien*", où sont les preuves matérielles, chiffrées de préférence qu'on puisse juger en connaissance de cause ?

Qu'il ait octroyé d'importantes concessions à l'impérialisme américain est un fait, semble-t-il, il faudrait rappeler les faits en détail pour qu'on puisse mesurer à quoi cela correspond réellement, après on pourra évaluer si la conclusion de cet article était justifiée ou non.

Sinon, de deux choses l'une, on observera très rapidement, si le Venezuela a ou non les moyens de se développer et de consacrer une partie importante de son budget à des réformes sociales et aux infrastructures du pays, en fonction de la réponse, on saura si le Venezuela vit à nouveau ou non sous le carcan de l'impérialisme américain.

<https://investigaction.net/lalliance-avec-trump-apportera-t-elle-reellement-prosperite-et-democratie-au-venezuela/>

https://www.legrandsoir.info/?page=article&id_article=41397#commentaires

Parole d'internaute.

- Il faudrait en tout cas cesser de croire que la France est une démocratie où on peut s'exprimer librement.

Les lobbys, réactionnaires, censeurs nés, extrémistes sociétaux toujours sur le qui-vive à guetter un supposé dérapage sexiste, raciste, homophobe, écologique, etc. religieux fanatisés, légalistes prompts à dégainer le Code Pénal pour un oui ou pour un non, et autres délateurs médiatiques sont à tous les coins de rue, de radio et de télévision pour contrôler et dénoncer... ce qui leur déplaît !

Un mot, pas un acte, un simple mot de travers, souvent sous le coup de la colère et dépassant vos pensées, et vous voilà exposé à des plaintes, poursuites et diabolisations : c'est proprement délirant.

Nous sommes aujourd'hui dans un pays où il faut surveiller et peser tout ce qu'on dit publiquement mais aussi ce qu'on fait dans sa vie privée - tout en sachant qu'aucun d'entre nous ne sait véritablement ce qui est autorisé de ce qui ne l'est pas !

Le fameux adage "*nul n'est censé ignorer la Loi*" est profondément injuste, dictatorial et impossible à appliquer car il suppose que nous soyons tous des juristes au fait du Code Pénal - nous en connaissons les grandes règles de Société mais certainement pas finesses, subtilités, coins et recoins sur lesquels juges et avocats croisent le fer tous les jours dans les tribunaux !

Faites tomber les masques.

Réactions d'internautes à la suite d'un entretien de T. Meyssan (Réseau Voltaire) sur GPTV, le 3 avril.

1 - Entre autres lubies de Th. Meyssan, celle selon laquelle la civilisation iranienne est d'essence chinoise n'est pas la moins curieuse. Meyssan tire cette conclusion des nombreuses traces de présence chinoise visibles en Iran, lieu de passage de la "*Route de la soie*".

Meyssan va même jusqu'à dire que les Iraniens traitaient directement avec les Chinois sans subir les multiples influences des peuples qui jalonnaient la "*Route de la soie*", y compris ceux dont ils étaient les descendants.

Or :

1. concept des géographes allemands du XIX^e répandu notamment par le Franco-Belge Elysée Reclus à la fin du siècle, la "*Route de la soie*", également appelée "*Route des caravanes*" par les Allemands, parcourait environ 6 000 km, de l'actuelle Xi'an en Chine à Constantinople ;

2. Constantinople, terme arbitrairement fixé par lesdits géographes, comme si les objets, les techniques et les idées s'y arrêtaient brutalement, faisant exception aux lois de la capillarité ;

3. sauf que les caravanes ne s'arrêtaient pas à Bagdad, d'où des traces de civilisation chinoise PARTOUT visibles sur cet axe et plus au Sud, de Bagdad aux...Pyrénées en passant par la Syrie, l'Égypte, la Cyrénaïque, l'Ifrikya et la Maurétanie jusqu'aux... Pyrénées.

On ne voit pas donc pourquoi les apports chinois à la civilisation iranienne occulteraient tous ceux des contrées traversées par cette route, en particulier, l'Aryana, nom donné, à partir du sanskrit Āryāvarta, par les géographes grecs à la région qui, aux confins des pays en "*stan*", ont donné leur nom à l'Iran parce que ce serait là le berceau des Aryas ;

Sous les Ottomans, c'est par mer, venant d'Istanbul, cette fois, que ces denrées (les idées sont aussi des denrées, rares, en l'occurrence) atteignaient le Maghreb et l'Espagne.

2 - À l'attention de Thierry Messan: 3000 ans avant JC, les Perses étaient encore en Inde. Et Persepolis fut créée au temps de Darius Ier au VI^eme siècle avant JC. Il repassera donc au sujet des statues chinoises de Persepolis 3000 ans avant JC.

Iran.

Iran: en frappant le site pétrochimique d'Assalouyeh, Israël ne «*touche pas le régime*» mais les civils - RFI 7 avril 2026

Le complexe gazier d'Assalouyeh, dans le sud de l'Iran, se situe en bordure de l'immense champ gazier de South Pars, partagé par l'Iran avec le Qatar. Ce complexe sert pour l'exploitation commune du plus grand gisement de gaz naturel au monde. Il s'agit de l'un des piliers de l'économie iranienne. C'est à partir de ce site que l'Iran produit et transforme son gaz utilisé pour fabriquer des engrais ou du plastique. C'est aussi de là que part le gaz qui alimente le chauffage des foyers ou l'industrie locale dans tout le pays.

- Un complexe pétrochimique touché en Arabie saoudite – AFP 7 avril 2026

Un complexe pétrochimique situé dans l'est de l'Arabie saoudite a été touché dans la nuit de lundi à mardi par des attaques, a indiqué à l'AFP une source sur place, quelques heures après que des installations similaires en Iran ont été frappées.

"*Une attaque a provoqué un incendie dans les usines de Sabic à Jubail. Les détonations étaient très fortes*", a déclaré cette source à l'AFP, en référence à la Saudi Basic Industries Corporation, géant saoudien de la chimie.

Jubail abrite l'une des plus grandes zones industrielles au monde, où sont produits de l'acier, de l'essence, des produits pétrochimiques, des huiles lubrifiantes et des engrais chimiques.

Bab el-Mandeb dans le viseur de Téhéran : vers un choc mondial sur les routes de l'énergie - RT 7 avr. 2026

La menace d'un élargissement du conflit au Moyen-Orient prend une dimension stratégique majeure. Un proche conseiller du Guide suprême iranien, Ali Akbar Velayati, a évoqué la possibilité de bloquer le détroit de Bab el-Mandeb, un passage clé reliant la mer Rouge au golfe d'Aden.

Dans un message explicite, il a averti que ce corridor maritime serait traité comme le détroit d'Ormuz, déjà perturbé par Téhéran via ses alliés. Cette déclaration intervient dans un contexte de forte tension avec Washington, alors que Donald Trump menace de frapper des infrastructures iraniennes si Ormuz n'est pas rouvert.

Bab el-Mandeb est une artère vitale du commerce mondial. Environ 10 % des échanges internationaux y transitent, notamment entre l'Asie et l'Europe. Sa fermeture, combinée à celle d'Ormuz, par où passe habituellement près de 20 % des hydrocarbures mondiaux, pourrait bloquer jusqu'à un quart de l'approvisionnement mondial en pétrole et en gaz. Une telle situation provoquerait un choc immédiat sur les marchés énergétiques et désorganiserait les chaînes logistiques à l'échelle planétaire.

Ce détroit étroit, large d'à peine 29 kilomètres en son point le plus resserré, est en pratique sous l'influence des Houthis au Yémen, alliés de l'Iran. Ces derniers ont déjà démontré leur capacité de nuisance en perturbant le trafic maritime lors de la guerre à Gaza. Quelques attaques ciblées suffiraient à dissuader les assureurs et à interrompre le passage des navires commerciaux, créant un effet domino sur l'économie mondiale.

L'Inde reprend ses importations de pétrole iranien en pleine crise énergétique mondiale - RT 6 avr. 2026

Dans un contexte de tensions accrues au Moyen-Orient qui perturbent les flux d'approvisionnement énergétique, l'Inde a décidé de reprendre ses importations de pétrole en provenance d'Iran, selon le ministère indien du Pétrole et du Gaz naturel. Les livraisons de brut iranien vers l'Inde avaient été interrompues en 2019 à la suite des sanctions américaines. Depuis cette date, le pays n'avait plus recours au pétrole iranien.

D'après les autorités indiennes, les raffineries nationales ont su garantir leur approvisionnement en pétrole brut, y compris en provenance d'Iran, afin de faire face aux perturbations actuelles.

Le 20 mars, l'administration américaine a accordé une suspension temporaire de certaines sanctions visant le pétrole iranien déjà en transit maritime pour une durée de trente jours.

Les derniers développements.

- « *Ouvrez le Putain de Détroit, espèce de tarés, ou vous vivrez en Enfer - VOUS ALLEZ VOIR!* », a écrit **Donald Trump** sur sa plateforme Truth Social, fixant désormais son ultimatum à « *mardi 20H00* ».

- L'Iran annonce de nouvelles frappes contre des cibles américaines et israéliennes dans la région

Le Corps des gardiens de la révolution islamique a affirmé avoir visé plusieurs installations liées aux États-Unis et à Israël au Moyen-Orient. Selon le communiqué, des frappes ont touché notamment une raffinerie alimentant l'aviation israélienne, des installations gazières d'ExxonMobil et de Chevron aux Émirats arabes unis, ainsi qu'un site pétrochimique américain à Abou Dhabi. De plus, les forces navales et aérospatiales iraniennes ont frappé plusieurs cibles dans le Golfe, dont un point de rassemblement de militaires américains près d'une base au Koweït, un navire dans le port de Jebel Ali aux Émirats arabes unis et des installations liées à Israël dans la région.

- **Les Emirats arabes unis** ont été la cible d'attaques de missiles et de drones, a affirmé lundi matin avant l'aube le ministère de la Défense. Le port de Khor Fakkan, sur la côte est des Emirats arabes unis et non loin de l'entrée du détroit d'Ormuz, a été visé par une attaque.

- L'Iran a frappé un porte-conteneurs israélien et un porte-hélicoptères américain

Les forces armées iraniennes ont mené des frappes combinées contre des installations militaires, opérationnelles, logistiques et industrielles américaines et israéliennes dans la région, rapporte la télévision d'État iranienne, citant le Corps des gardiens de la révolution islamique (CGRI).

En mer, un missile a touché un porte-conteneurs israélien, provoquant un incendie. Les frappes ont également visé le nord et le sud de Tel Aviv, des centres stratégiques à Haïfa, des entreprises et usines chimiques à Beer-Sheva, ainsi que des déploiements de troupes israéliennes.

L'armée iranienne a par ailleurs ciblé un porte-hélicoptères américain de type LHA7, qui transportait plus de 5 000 marins et fantassins. À la suite de cette frappe, le navire aurait été contraint de se replier vers le sud de l'océan Indien.

- Le Hezbollah affirme avoir frappé un navire de guerre israélien au large des côtes libanaises

Des combattants du mouvement libanais Hezbollah ont attaqué un navire de guerre israélien qui s'apprêtait à lancer des frappes sur le territoire libanais, affirme le mouvement. Selon ce communiqué, la frappe a été effectuée à l'aide d'un missile de croisière naval alors que le navire se trouvait à 68 milles nautiques de la côte.

Le mouvement a assuré que la cible avait bien été atteinte.

Etats-Unis.

Moyen-Orient : Washington impose le black-out des images satellites - RT 5 avr. 2026

Le groupe américain Planet Labs a annoncé le 4 avril la suspension de la publication d'images haute résolution du Moyen-Orient à la demande de l'administration américaine. La mesure, à durée indéterminée, concerne l'Iran, les bases alliées et les zones de conflit, au nom de la sécurité nationale.

Un internaute :

- Ils n'ont pas entendu parler des systèmes russes Resurs-P, Kanopus-V et chinois CGST ?

Des entreprises chinoises utiliseraient l'IA pour analyser et vendre des données sur l'armée américaine au Moyen-Orient - RT 5 avr. 2026

À mesure que les technologies d'intelligence artificielle gagnent en maturité, de nouveaux acteurs privés redéfinissent les usages de l'information dans un contexte de conflits armés. Selon le Washington Post, plusieurs entreprises chinoises ont commencé à proposer à la vente des analyses portant sur les capacités militaires et les mouvements des forces américaines au Moyen-Orient, en s'appuyant exclusivement sur des données accessibles publiquement.

France.

La France poursuit ses exportations d'armes vers Israël – RT 7 avr. 2026

Le document d'information consulté par le journal Le Monde met en lumière la poursuite des exportations françaises de pièces militaires vers l'État hébreu, contrastant avec la position de déni de Paris et la décision israélienne de rompre unilatéralement ses importations en provenance de l'Hexagone.

Une fin de partie peu glorieuse pour la diplomatie française

Depuis deux ans, l'exécutif français n'a jamais assumé un embargo total sur les livraisons d'armes ou de composants vers Israël. Les arguments ont évolué : d'abord, « *Israël se défend* » puis « *la France ne vend pas d'armes* » et enfin, les composants « *transitent* » ou sont « *réexportés* ».

Des enquêtes de presse ont pourtant démontré le contraire. Le ministre des Armées de l'époque, Sébastien Lecornu, avait même minimisé les volumes en jeu. Un rapport d'Urgence Palestine et de Palestinian Youth Movement révèle pourtant que plus de 525 cargaisons d'équipements français à usage militaire ont été expédiées vers Israël entre octobre 2023 et mars 2026.

Selon le rapport parlementaire non encore public, la France connaît une dépendance marquée pour les cartouches de 5,56 mm, produites par l'entreprise israélienne Elbit Systems, un fournisseur majeur de l'armée de Tel Aviv, notamment pour les drones Hermes 450 et les bombes MPR 500.

En famille à l'Assemblée nationale, honneur au franquisme et à son héritier désigné, la monarchie espagnole.

Prix du livre politique: l'ex-roi d'Espagne en exil Juan Carlos à l'honneur - AFP 7 avril 2026

L'ex-roi d'Espagne Juan Carlos, en exil à Abou Dhabi depuis 2020, recevra samedi à Paris un prix littéraire spécial pour son livre "*Réconciliation*", à l'occasion de la Journée du livre politique organisée à l'Assemblée nationale, ont annoncé mardi les organisateurs.

Cette autobiographie, parue en novembre dernier chez Stock et coécrite avec la Française Laurence Debray, avait relancé en Espagne le débat sur les liens de l'ex-monarque avec le dictateur Franco.

Parmi les passages les plus controversés du livre figure l'éloge qu'il adresse à Franco, qui avait dirigé l'Espagne d'une main de fer après sa victoire lors de la dévastatrice guerre civile (1936-1939) et qui avait, à sa mort, ouvert la voie à l'accession au trône de Juan Carlos Ier.

La colonie anglo-saxonne de peuplement nommée Israël reposant sur le racisme doit disparaître.

J-C- Pour rappel, Israël est un des seuls « *Etats* » dans le monde à n'avoir ni Constitution ni frontières bien définies.

"Non à la loi Yadan" : plus de 400.000 personnes ont signé la pétition contre la proposition de loi visant à "lutter contre les formes renouvelées de l'antisémitisme" BFMTV 7 avril 2026

Plus d'un mois après sa mise en ligne, la pétition "Non à la loi Yadan", qui accuse la proposition de loi portée par la députée Caroline Yadan de faire un amalgame entre antisémitisme et antisionisme, récolte désormais plus de 400.000 signatures.

Pourquoi la proposition de loi contre les "formes renouvelées de l'antisémitisme" fait polémique ? - France 24 4 avril 2026

Elle est soutenue par le "bloc central", la droite, l'extrême droite et quelques socialistes, dont François Hollande et Jérôme Guedj, et vivement contestée par le reste de la gauche, qui y voit un amalgame entre juifs et Israël et une tentative de brider toute critique de la politique du gouvernement israélien dirigé par Benjamin Netanyahu.

"Cette proposition de loi étend de façon complètement démesurée les atteintes à la liberté d'expression et laisse place à l'arbitraire. Quand on ajoute, pour l'apologie du terrorisme, le fait de provoquer 'implicitement' à des actes de terrorisme, c'est une notion très vague. L'apologie, ça signifie qu'on le fait de façon précise, qu'on veut persuader que c'est une bonne chose", souligne Nathalie Tehio, présidente de la Ligue des droits de l'Homme (LDH), contactée par France 24

Face à un texte qu'elles considèrent "dangereux" et "liberticide", plusieurs personnalités ont publié des tribunes ces dernières semaines appelant les députés à rejeter la proposition de loi Yadan.

Dans Libération, le 22 janvier, un collectif de citoyens et de citoyennes d'origine juive, parmi lesquels Rony Brauman (ex-président de Médecins sans frontières) et Pierre Tartakowsky (président d'honneur de la Ligue des droits de l'Homme), affirme que "le texte entretient la fausse assimilation entre juifs, Israël et sionisme".

"Le sionisme est une idéologie politique qui date de la fin du XIXe siècle, avec de multiples variantes allant de l'extrême gauche à l'extrême droite qui gouverne actuellement en Israël. Critiquer le sionisme, comme toute idéologie politique, fait partie du débat démocratique normal, alors que l'antisémitisme, comme tous les racismes, est un délit qui doit être combattu et sanctionné. Amalgamer les deux, c'est mettre en cause la liberté démocratique de débattre et affaiblir la lutte contre l'antisémitisme, qui ne saurait être confondue avec la défense d'une politique barbare menée par un État", peut-on lire.

Dans Le Monde, le 25 janvier, un collectif d'universitaires, parmi lesquels Jean-Christophe Attias (historien et philosophe, directeur d'études à l'École pratique des hautes études), Bertrand Badie (politiste) ou Étienne Balibar (philosophe), met en garde contre "l'adoption de dispositifs juridiques qui mettent en péril nos libertés".

"Ceux d'entre nous qui sont sociologues du politique et anthropologues tiennent à exprimer notre consternation quant à la formulation de cette proposition de loi, en particulier lorsque celle-ci tend à assimiler l'emploi du terme 'résistance' à une apologie du terrorisme. Alors que le métier de chercheur consiste précisément à rendre intelligible et à objectiver la violence politique, une telle loi viendrait criminaliser tout effort de contextualisation historique et sociologique", prévient la tribune.

Les opposants au texte estiment pour leur part que c'est au contraire la proposition de loi de Caroline Yadan qui essentialise les juifs en les liant automatiquement à Israël.

"Ce sont vos propos et votre proposition de loi qui assimilent les juifs à l'État d'Israël. Vous essentialisez nos compatriotes juifs en les assignant à la politique de l'État d'Israël, en faisant fi de la diversité de leurs opinions politiques, nourrissant ainsi les amalgames qui les mettent en danger", a affirmé en commission la députée insoumise Gabrielle Cathala.

Un argument étayé par la LDH dans une tribune publiée le 19 janvier dans *L'Humanité* : *"Que des juifs de France aient un rapport d'affection singulier à Israël, cela peut s'enraciner dans des raisons d'histoire, de religion, de famille..., mais il existe mille voies d'être 'juif' et elles ne passent pas toutes par 'l'ethnique' ou le religieux. Le gouvernement actuel d'Israël le prétend, jusqu'à en avoir fait une loi en 2018. La France doit-elle réellement adopter cette vision ? La République devrait-elle réellement décréter que tels ou tels de ses citoyens sont objectivement mis en danger par la critique d'un État, au risque d'alimenter les pires assignations identitaires ?"*

La loi fondamentale *"État-nation juif"*, votée en 2018 par la Knesset, le Parlement israélien, a ainsi consacré Israël comme *"l'État-nation du peuple juif, le foyer national du peuple juif qui réalise son aspiration à l'autodétermination"*, ce droit étant au sein de l'État d'Israël *"réservé uniquement au peuple juif"*. (Ce n'est pas un Etat, ce n'est pas une nation, ce n'est pas ce que disent les sionistes, ils évoquent uniquement un

"La loi de 2018 en Israël a créé de l'apartheid en différenciant les citoyens. Et là le texte de Caroline Yadan va dans le même sens en portant cette vision essentialiste, à savoir le fait qu'on assimile les juifs à l'État d'Israël. On nous explique qu'Israël, ce n'est que les juifs, et que les juifs de France se reconnaissent forcément dans l'État d'Israël et dans la politique menée par son gouvernement. Le risque, c'est le renforcement de l'antisémitisme. On ne doit pas confondre la politique du gouvernement d'extrême droite de Benjamin Netanyahu avec les juifs", dénonce Nathalie Tehio.

J-C – Parmi tout ce beau monde, qui appelle à rompre toutes les relations avec Israël ou rejette sa légitimité ? Personne. Reconnaître Israël, qu'est-ce que cela signifie ? C'est lui octroyer le droit de se livrer à un génocide sur les Palestiniens, ni plus ni moins. Personne ne le précise, et pour cause.

Serbie.

Serbie : une bombe découverte près d'un gazoduc transportant du gaz russe vers la Hongrie - RT 5 avr. 2026

Une bombe a été découverte à proximité d'un gazoduc reliant la Serbie à la Hongrie, par lequel transite du gaz russe, a indiqué le président serbe Aleksandar Vucic. L'engin, dissimulé dans deux sacs, a été repéré dans le nord du pays, près d'une infrastructure clé reliant le TurkStream aux réseaux serbe et hongrois.

Le gouvernement hongrois a ordonné aux forces armées d'assurer la protection du tronçon du gazoduc TurkStream qui traverse le territoire du pays, en raison du risque d'attentat, a déclaré le chef de la diplomatie hongroise Péter Szijjártó. Cette décision fait suite à la découverte en Serbie d'un engin explosif près du gazoduc menant en Hongrie.

Ghana.

Après le Mozambique, le Ghana boycotte un sommet énergétique qui se veut africain à Londres - RT 6 avr. 2026

Après le Mozambique, le Ghana a annoncé le boycott du sommet Africa Energies prévu du 12 au 14 mai à Londres. Accra dénonce l'exclusion des acteurs africains par l'organisateur britannique Frontier Energy Network. Le mouvement gagne du terrain parmi les pays producteurs de pétrole du continent.